

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Varenes

Code géographique : 59020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Denise Beauchemin, CPA, CGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Varenes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2016-06-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Ville de Varennes et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Varennes et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Varennes inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

*Moreau, Boisselle,
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

 CPA, auditeur, CA

Montréal

DATE 2016-06-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	26 852 230	28 003 729	28 191 516		28 191 516
Compensations tenant lieu de taxes	2	811 587	707 607	695 026		695 026
Quotes-parts	3					
Transferts	4	797 077	235 353	823 424		1 630 085
Services rendus	5	907 898	1 046 600	1 229 334		2 995 119
Imposition de droits	6	1 155 409	1 302 344	1 515 493		1 515 493
Amendes et pénalités	7	276 627	233 500	306 309		877 667
Intérêts	8	309 853	220 000	280 334		318 465
Autres revenus	9	4 485 340	843 533	3 574 741		3 412 655
	10	35 596 021	32 592 666	36 616 177		3 019 849
						39 636 026
Investissement						
Taxes	11	12 117		10 889		10 889
Quotes-parts	12					
Transferts	13	1 487 900	1 705 000	1 941 517		2 009 256
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	2 852	260 000	12 483		12 483
Autres	15	18 116	550 000	19 400		19 400
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	1 520 985	2 515 000	1 984 289		67 739
	18	37 117 006	35 107 666	38 600 466		3 087 588
						41 688 054
Charges						
Administration générale	19	4 614 458	4 973 511	4 941 847	335 118	5 276 965
Sécurité publique	20	5 336 070	5 469 535	5 614 695	192 650	357 455
Transport	21	4 301 047	4 768 590	4 680 532	2 071 084	2 766 181
Hygiène du milieu	22	5 126 319	5 426 957	5 310 224	1 745 443	(228 898)
Santé et bien-être	23	251 053	251 721	259 716		259 716
Aménagement, urbanisme et développement	24	3 470 863	1 135 767	1 177 105	45 067	1 222 172
Loisirs et culture	25	7 168 369	7 824 439	7 574 841	1 778 293	146 616
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	939 781	1 040 200	894 374		161 218
Amortissement des immobilisations	28	5 611 562	6 169 824	6 167 655	(6 167 655)	
	29	36 819 522	37 060 544	36 620 989		3 202 572
	30	297 484	(1 952 878)	1 979 477		(114 984)
						1 864 493

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	297 484	(1 952 878)	1 979 477	(114 984)			1 864 493
Moins: revenus d'investissement	2	(1 520 985)	(2 515 000)	(1 984 289)	(67 739)			(2 052 028)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 223 501)	(4 467 878)	(4 812)	(182 723)			(187 535)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	5 611 562	6 169 824	6 167 655	818 050			6 985 705
Produit de cession	5	22 062		88 847	2 666			91 513
(Gain) perte sur cession	6	(22 062)		(69 032)	(2 666)			(71 698)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(922 188)				(922 188)
	8	5 611 562	6 169 824	5 265 282	818 050			6 083 332
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9	2 275 631		96 637				96 637
Réduction de valeur / Reclassement	10			922 188				922 188
	11	2 275 631		1 018 825				1 018 825
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12	39 622		7 492	202 486			209 978
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	48 003		41 866				41 866
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15	87 625		49 358	202 486			251 844
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	112 463		134 323				134 323
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 540 688)	(2 699 178)	(2 706 002)	(373 805)			(3 079 807)
	18	(2 428 225)	(2 699 178)	(2 571 679)	(373 805)			(2 945 484)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(2 109 888)	(219 652)	(925 156)	(60 479)			(985 635)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 837 741	2 188 211		331 000			331 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	10 913	138 619	2 265 578	512 284			2 777 862
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 725 499)	(1 109 946)	(1 728 037)	(5 693)			(1 733 730)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(12 905)			(4 781)			(4 781)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(999 638)	997 232	(387 615)	772 331			384 716
	26	4 546 955	4 467 878	3 374 171	1 419 062			4 793 233
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 323 454		3 369 359	1 236 339			4 605 698

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	1 520 985	2 515 000	1 984 289	67 739	2 052 028	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(281 200)	(1 052 680)	(702 640)	(902)	(703 542)	
Sécurité publique	3	(538 704)	(100 000)	(88 874)	(112 750)	(201 624)	
Transport	4	(4 079 054)	(10 297 010)	(4 758 625)	(95 297)	(4 853 922)	
Hygiène du milieu	5	(3 257 507)	(1 402 990)	(1 764 999)	(32 861)	(1 797 860)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	(94 661)	()	(36 386)	()	(36 386)	
Loisirs et culture	8	(5 225 140)	(401 500)	(1 494 365)	(4 064 819)	(5 559 184)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	
	10	(13 476 266)	(13 254 180)	(8 845 889)	(4 306 629)	(13 152 518)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	(1 360 513)	()	(936 789)	()	(936 789)	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	(65 222)	(65 222)	(65 222)	()	(65 222)	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 295 305	7 615 000	1 267 431	77 427	1 344 858	
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	2 109 888	219 652	925 156	60 479	985 635	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	3 900 000		1 092 482		1 092 482	
Excédent de fonctionnement affecté	16						
Réserves financières et fonds réservés	17	5 072 326	2 969 750	2 651 343	36 167	2 687 510	
	18	11 082 214	3 189 402	4 668 981	96 646	4 765 627	
	19	(1 524 482)	(2 515 000)	(3 911 488)	(4 132 556)	(8 044 044)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 497)		(1 927 199)	(4 064 817)	(5 992 016)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	297 484	(1 952 878)	1 979 477	(114 984)	1 864 493		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	13 476 266)	(13 254 180)	(8 845 889)	(4 306 629)	(13 152 518)		
Produit de cession	3	22 062		88 847	2 666	91 513		
Amortissement	4	5 611 562	6 169 824	6 167 655	818 050	6 985 705		
(Gain) perte sur cession	5	(22 062)		(69 032)	(2 666)	(71 698)		
Réduction de valeur / Reclassement	6			(922 188)		(922 188)		
	7	(7 864 704)	(7 084 356)	(3 580 607)	(3 488 579)	(7 069 186)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	915 118		82 033		82 033		
Variation des stocks de fournitures	9	14 450		22 747	(7 549)	15 198		
Variation des autres actifs non financiers	10	(66 850)		72 789	5 580	78 369		
	11	862 718		177 569	(1 969)	175 600		
	12	(6 704 502)	(9 037 234)	(1 423 561)	(3 605 532)	(5 029 093)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 704 502)	(9 037 234)	(1 423 561)	(3 605 532)	(5 029 093)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(17 435 824)		(24 140 326)	(167 862)	(24 308 188)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(17 435 824)		(24 140 326)	(167 862)	(24 308 188)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(24 140 326)		(25 563 887)	(3 773 394)	(29 337 281)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	9 823 125	10 300 787	3 775 621	14 076 408
Placements temporaires	2			739 481	739 481
Débiteurs (note 5)	3	11 153 183	12 458 741	2 022 921	14 420 311
Prêts (note 6)	4			2 967 870	
Placements de portefeuille (note 7)	5	277 257	293 122		293 122
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	21 253 565	23 052 650	9 505 893	29 529 322
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	7 455 508	9 371 084	4 406 784	13 777 868
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	6 104 900	6 900 576	1 892 219	8 731 444
Revenus reportés (note 12)	13	2 382 216	2 227 660	110 480	2 338 140
Dette à long terme (note 13)	14	29 451 267	30 117 217	6 643 055	33 792 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			226 749	226 749
	16	45 393 891	48 616 537	13 279 287	58 866 603
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(24 140 326)	(25 563 887)	(3 773 394)	(29 337 281)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	107 800 143	111 380 750	12 388 960	123 769 710
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 275 477	2 193 444		2 193 444
Stocks de fournitures	20	188 792	166 045	36 933	202 978
Autres actifs non financiers (note 17)	21	607 619	534 830	117 940	652 770
	22	110 872 031	114 275 069	12 543 833	126 818 902
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 830 131	7 007 803	2 179 589	9 187 392
Excédent de fonctionnement affecté	24	2 265 579	1 099 206	852 379	1 951 585
Réserves financières et fonds réservés	25	3 711 989	2 815 530	929 980	3 745 510
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(302 709)	(319 090)	(72 435)	(391 525)
Financement des investissements en cours	27	(8 061 843)	(10 015 889)	(4 340 567)	(14 356 456)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	83 288 558	88 123 622	9 221 493	97 345 115
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	86 731 705	88 711 182	8 770 439	97 481 621

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	297 484	1 979 477	(114 984)	1 864 493
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	5 611 562	6 167 655	818 050	6 985 705
Autres					
- Gain(perte) actifs, placement	3	25 941	(27 167)	(2 665)	(29 832)
- Contrat location acquisition	4		17 489		17 489
	5	5 934 987	8 137 454	700 401	8 837 855
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(557 061)	(1 305 558)	1 112 163	(193 395)
Autres actifs financiers	7			(116 526)	(116 526)
Créditeurs et charges à payer	8	(665 129)	795 676	106 709	902 385
Revenus reportés	9	293 847	(154 556)	108 450	(46 106)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(43 508)	(43 508)
Propriétés destinées à la revente	11	915 118	(840 155)		(840 155)
Stocks de fournitures	12	14 450	22 747	(7 548)	15 199
Autres actifs non financiers	13	(66 850)	72 789	5 580	78 369
	14	5 869 362	6 728 397	1 865 721	8 594 118
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	13 476 266 ) (	8 845 889 ) (	4 306 629 ) (	13 152 518)
Produit de cession	16	22 062	88 847	2 666	91 513
	17	(13 454 204)	(8 757 042)	(4 303 963)	(13 061 005)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	65 222 ) (	65 222 ) (	) (	65 222)
Remboursement ou cession	19	39 622	7 492		7 492
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22			(739 481)	(739 481)
	23	(25 600)	(57 730)	(739 481)	(797 211)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	3 550 940	3 488 015	77 427	3 565 442
Remboursement de la dette à long terme	25 (	2 633 740 ) (	2 843 066 ) (	230 071 ) (	3 073 137)
Variation nette des emprunts temporaires	26	275 741	1 915 576	4 406 784	6 322 360
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	3 381	3 512		3 512
Autres					
-	28				
-	29				
	30	1 196 322	2 564 037	4 254 140	6 818 177
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(6 414 120)	477 662	1 076 417	1 554 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	16 237 245	9 823 125	2 699 204	12 522 329
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	9 823 125	10 300 787	3 775 621	14 076 408

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	8 622 645	9 389 475	9 458 952	3 083 148	12 542 100
Charges sociales	2	2 099 379	2 340 484	2 197 187	884 000	3 081 187
Biens et services	3	9 596 767	10 192 887	7 826 850	4 252 497	12 079 347
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	873 653	919 000	814 076		814 076
D'autres organismes municipaux	5				109 261	109 261
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	50 597	102 200	80 298		80 298
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	15 531	19 000		51 957	51 957
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 176 785	7 306 768	7 402 116	(6 021 899)	1 380 217
Autres	10			2 476 935		2 476 935
Autres organismes	11	358 869	366 726	87 838	25 558	113 396
Amortissement des immobilisations	12	5 611 562	6 169 824	6 167 655	818 050	6 985 705
Autres						
- Programme aide et réclamation	13	138 103	254 180	109 082		109 082
- Coût propriétés dest. revente	14	2 275 631				
-	15					
	16	36 819 522	37 060 544	36 620 989	3 202 572	39 823 561

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	28 003 729	28 202 405	26 864 347
Compensations tenant lieu de taxes	2	707 607	695 026	811 587
Quotes-parts	3	357 916		
Transferts	4	2 952 347	3 639 341	3 826 912
Services rendus	5	3 082 571	2 995 119	2 570 072
Imposition de droits	6	1 302 344	1 515 493	1 155 409
Amendes et pénalités	7	884 939	877 667	876 310
Intérêts	8	243 924	318 465	343 875
Autres revenus	9	1 738 344	3 444 538	4 897 477
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	39 273 721	41 688 054	41 345 989
Charges				
Administration générale	12	5 335 518	5 276 965	4 926 006
Sécurité publique	13	6 373 962	6 164 800	5 913 725
Transport	14	9 882 519	9 517 797	8 846 326
Hygiène du milieu	15	7 151 901	6 826 769	6 389 745
Santé et bien-être	16	251 721	259 716	251 053
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 189 626	1 222 172	3 516 226
Loisirs et culture	18	9 578 463	9 499 750	8 534 687
Réseau d'électricité	19	(228 898)		
Frais de financement	20	1 135 303	1 055 592	1 046 919
	21	40 670 115	39 823 561	39 424 687
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 396 394)	1 864 493	1 921 302
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		95 620 684	94 424 408
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(3 556)	(725 026)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		95 617 128	93 699 382
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		97 481 621	95 620 684

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 396 394)	1 864 493	1 921 302
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	13 676 822 ) (	13 152 518 ) (	14 646 222)
Produit de cession	3		91 513	24 274
Amortissement	4	6 531 858	6 985 705	6 233 369
(Gain) perte sur cession	5		(71 698)	(24 274)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(922 188)	
	7	(7 144 964)	(7 069 186)	(8 412 853)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		82 033	915 118
Variation des stocks de fournitures	9		15 198	3 894
Variation des autres actifs non financiers	10		78 369	(97 307)
	11		175 600	821 705
	12	(8 541 358)	(5 029 093)	(5 669 846)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(8 541 358)	(5 029 093)	(5 669 846)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(24 308 188)	(18 638 162)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(180)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(24 308 188)	(18 638 342)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(29 337 281)	(24 308 188)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	14 076 408	12 522 329
Placements temporaires	2	739 481	
Débiteurs (note 5)	3	14 420 311	13 620 918
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	293 122	277 257
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>29 529 322</u>	<u>26 420 504</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	13 777 868	7 455 508
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	8 731 444	7 339 585
Revenus reportés (note 12)	13	2 338 140	2 384 246
Dette à long terme (note 13)	14	33 792 402	33 279 096
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	226 749	270 257
	16	<u>58 866 603</u>	<u>50 728 692</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	<u>(29 337 281)</u>	<u>(24 308 188)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	123 769 710	116 704 079
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 193 444	2 275 477
Stocks de fournitures	20	202 978	218 177
Autres actifs non financiers (note 17)	21	652 770	731 139
	22	<u>126 818 902</u>	<u>119 928 872</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>97 481 621</u>	<u>95 620 684</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 864 493	1 921 302
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 985 705	6 233 369
Autres			
- Gain cession d'actifs	3	(29 832)	23 729
- CLA	4	17 489	(182)
	5	8 837 855	8 178 218
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(193 395)	(1 398 510)
Autres actifs financiers	7	(116 526)	
Créditeurs et charges à payer	8	902 385	(659 454)
Revenus reportés	9	(46 106)	291 905
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(43 508)	(53 955)
Propriétés destinées à la revente	11	(840 155)	915 118
Stocks de fournitures	12	15 199	3 896
Autres actifs non financiers	13	78 369	(97 307)
	14	8 594 118	7 179 911
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(13 152 518)	(14 646 222)
Produit de cession	16	91 513	24 274
	17	(13 061 005)	(14 621 948)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(65 222)	(65 222)
Remboursement ou cession	19	7 492	39 622
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	(739 481)	
	23	(797 211)	(25 600)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	3 565 442	3 586 976
Remboursement de la dette à long terme	25	(3 073 137)	(2 951 501)
Variation nette des emprunts temporaires	26	6 322 360	275 741
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	3 512	3 381
Autres			
-	28		
-	29		
	30	6 818 177	914 597
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 554 079	(6 553 040)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	12 522 329	19 075 369
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	14 076 408	12 522 329

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Varennes est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ.c.C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme *consolidé* présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville participe aux partenariats suivants:

Consolidation ligne par ligne

- Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent
- Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable
- Conseil intermunicipal de transport de Sorel - Varennes
- Régie intermunicipale de la gare de Sorel
- Régie intermunicipale du Centre multisports régional

Valeur de consolidation

- Aucune

L'entente intermunicipale avec la Régie de police Richelieu - Saint-Laurent venue à échéance le 13 mai 2014 a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2020.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

B) Comptabilité d'exercice

La Ville applique la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les charges sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations de la Ville de Varennes et des organismes consolidés sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile, à savoir:

Infrastructures : de 5 à 40 ans ;
Bâtiments : de 15 à 40 ans ;
Améliorations locatives : 15 ans ;
Véhicules : de 4 à 20 ans ;
Ameublement et équipement de bureau : de 5 à 10 ans ;
Machinerie, outillage et équipement : de 10 à 20 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'une dépense constatée à taxer ou à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

pourvoir.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur : sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et frais courus correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à l'organisme pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

J) Autres éléments

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dette à long terme

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers, sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 586 987	5 920 524
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
Détail de l'encaisse et placements affectés au 31 décembre :			
		2015	2014
- Administration municipale	2 644 044 \$		3 221 320 \$
- Organismes contrôlés	1 942 943 \$		2 699 204 \$
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 167 582	809 808
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 410 803	8 037 836
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 936 235	921 916
Organismes municipaux	8	1 939 106	1 382 401
Autres			
- Autres comptes à/r mun.	9	1 741 071	2 195 648
- Autres comptes à/r org. cont.	10	225 514	273 309
	11	14 420 311	13 620 918
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	4 667 138	2 689 088
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	4 667 138	2 689 088
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	139 236	147 750
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	293 122	277 257
Autres placements	23		
	24	293 122	277 257

Note

Participation financière dans le Fonds de garantie de franchise collective du regroupement d'assurance Varennes/Sainte-Julie, géré par l'Union des Municipalité du Québec, au montant de 293 122 \$ au 31 décembre 2015 (277 257 \$ au 31 décembre 2014).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(226 749)	(270 257)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>(226 749)</u>	<u>(270 257)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	306 356	325 362
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	464 663	411 507
Autres régimes (REER et autres)	31	333 448	270 985
Régimes de retraite des élus municipaux	32	41 004	51 326
	33	<u>1 145 471</u>	<u>1 059 180</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	4 148 113	2 808 421
Salaires et avantages sociaux	38	1 947 911	2 236 000
Dépôts et retenues de garantie	39	1 507 819	1 757 252
Provision pour contestations d'évaluation	40		139 130
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	447 300	
Autres			
- Taxes à payer	43	288 711	145 006
- Intérêts courus dette LT	44	154 964	167 051
- Organismes contrôlés	45	236 626	86 725
-	46		
-	47		
	48	<u>8 731 444</u>	<u>7 339 585</u>

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	37 572	28 066
Transferts	50	103 817	76 721
Autres			
- Autres rev. perçus avance mun.	51	2 190 088	223 395
- Autres rev. perçus avance o.c.	52	6 663	2 056 064
	53	<u>2 338 140</u>	<u>2 384 246</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015					2014	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,10	2016	2035	54	33 890 668	33 438 989
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,65	7,07	2018	2019	60	114 655	56 540
Autres					61		
					62	34 005 323	33 495 529
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(212 921)	(216 433)
					64	33 792 402	33 279 096

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	3 025 604	81	47 820	90	98	3 073 424
2017	66	74	5 437 176	82	39 270	91	99	5 476 446
2018	67	75	2 600 756	83	26 078	92	100	2 626 834
2019	68	76	2 508 599	84	5 283	93	101	2 513 882
2020	69	77	2 460 830	85		94	102	2 460 830
2021 et +	70	78	17 857 703	86		95	103	17 857 703
	71	79	33 890 668	87	118 451	96	104	34 009 119
Intérêts et frais accessoires				88	(3 796)		105	(3 796)
	72	80	33 890 668	89	114 655	97	106	34 005 323

Note

En 2015, la Ville de Varennes a procédé au refinancement d'une partie de sa dette à long terme totalisant un montant de 5 931 985 \$. Les intérêts sur la dette à long terme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 s'élèvent à 785 341 \$ (825 002 \$ en 2014).

Les intérêts sur la dette à long terme pour les organismes consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 s'élèvent à 109 261 \$ (35 644 \$ en 2014).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(29 337 281)
Tiers		(24 308 188)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(29 337 281)
		(24 308 188)
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	19 388 872	139	581 362	166	118 890	193	19 851 344
Eaux usées	112	43 486 794	140	2 113 682	167	356 670	194	45 243 806
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	53 431 705	141	6 435 296	168	317 040	195	59 549 961
Autres	114	16 279 908	142	4 407 170	169	222 306	196	20 464 772
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	35 290 812	144	1 262 394	171		198	36 553 206
Améliorations locatives	117	131 288	145	443	172		199	131 731
Véhicules	118	7 179 270	146	768 446	173	311 572	200	7 636 144
Ameublement et équipement de bureau	119	2 759 744	147	344 221	174	78 475	201	3 025 490
Machinerie, outillage et équipement divers	120	8 490 602	148	159 965	175	35 475	202	8 615 092
Terrains	121	5 017 619	149	413 978	176	(922 188)	203	6 353 785
Autres	122	100 825	150		177		204	100 825
	123	<u>191 557 439</u>	151	<u>16 486 957</u>	178	<u>518 240</u>	205	<u>207 526 156</u>
Immobilisations en cours	124	<u>4 281 139</u>	152	<u>(3 334 439)</u>	179		206	<u>946 700</u>
	125	<u>195 838 578</u>	153	<u>13 152 518</u>	180	<u>518 240</u>	207	<u>208 472 856</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	8 283 539	154	517 721	181	118 890	208	8 682 370
Eaux usées	127	22 093 700	155	1 218 705	182	356 670	209	22 955 735
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	21 419 845	156	1 803 703	183	317 040	210	22 906 508
Autres	129	6 738 781	157	1 061 297	184	218 751	211	7 581 327
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	10 804 388	159	1 111 100	186		213	11 915 488
Améliorations locatives	132	130 210	160	127	187		214	130 337
Véhicules	133	2 971 393	161	426 744	188	296 477	215	3 101 660
Ameublement et équipement de bureau	134	1 086 390	162	459 721	189	78 475	216	1 467 636
Machinerie, outillage et équipement divers	135	5 516 053	163	384 339	190	30 755	217	5 869 637
Autres	136	90 200	164	2 248	191		218	92 448
	137	<u>79 134 499</u>	165	<u>6 985 705</u>	192	<u>1 417 058</u>	219	<u>84 703 146</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>116 704 079</u>					220	<u>123 769 710</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	327 807	224	114 578	226	36 738	228	405 647
Amortissement cumulé	222	(239 158)	225	(48 001)	227	(36 738)	229	(250 421)
Valeur comptable nette	223	<u>88 649</u>					230	<u>155 226</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	1 514 753	1 500 149
Autres	233	678 691	775 328
	234	2 193 444	2 275 477
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 193 444	2 275 477

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	237 515	217 329
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	238	395 843	482 324
- Autres - Organismes contrôlés	239	19 412	31 486
	240	652 770	731 139

Note**18. Obligations contractuelles**

1. La Société d'habitation du Québec s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 90% aux déficits d'exploitation qu'elle reconnaît de l'Office municipal d'habitation de Varennes, la Ville assumant la différence par une partie de sa quote-part à la CMM.

2. La Ville est membre de la Municipalité régionale de comté de Lajemmerais (MRC). De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme. En 2016, cette part est estimée à 704 862 \$.

3. En vertu de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport, la Ville doit verser une contribution financière de 0,01 \$ par 100 \$ de richesse foncière uniformisée. Le montant à verser en 2016 est d'environ 271 636 \$.

4. En vertu de la création de la Communauté métropolitaine de Montréal, la Ville doit verser une contribution financière annuelle depuis 2001. Le montant à verser en 2016 est d'environ 447 015 \$.

5.

a) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant le 31 décembre 2018 avec une possibilité de trois années de prolongation, que la MRC a signé en son nom pour l'enlèvement, le transport et l'élimination des résidus domestiques et volumineux. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 884 282 \$.

b) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant le 31 décembre 2016 avec une possibilité de deux prolongations de six mois, que la MRC a signé en son nom pour l'enlèvement, le transport et la valorisation des résidus verts, des branches et des arbres naturels de Noël. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 310 402 \$.

c) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant le 31 décembre 2018 avec une

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

possibilité de trois années de prolongation, que la MRC a signé en son nom pour l'enlèvement, le transport et la disposition des matières recyclables. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 334 490 \$.

d) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant le 19 juillet 2016, que la MRC a signé en son nom pour la gestion de l'Écocentre et la gestion des matériaux secs. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 227 134 \$.

e) La Ville assume sa quote-part du contrat échéant en juillet 2016, que la MRC a signé en son nom pour la location de conteneurs, l'enlèvement, le transport, l'élimination et la disposition des matériaux secs. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 8 440 \$.

f) La Ville assume sa quote-part du contrat, que la MRC a signé en son nom pour l'acquisition de bacs roulants pour les matières organiques qui seront livrés en 2016. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 200 991 \$.

6. La Ville a signé un contrat de six (6) ans échéant le 31 décembre 2016 pour des services professionnels relatifs à l'évaluation foncière des immeubles situés sur son territoire. Le montant à verser en 2016 sera d'environ 294 733 \$.

7. La Ville s'est engagée, en signant des protocoles d'entente avec la commission scolaire des Patriotes échéant le 30 juin 2017, à compenser l'utilisation de certains locaux dans ses écoles situées sur le territoire de Varennes. Le montant à verser pour 2016 sera d'environ 116 888 \$.

8. Divers contrats ont été accordés pour des périodes allant de 2016 à 2019 pour environ 6 048 879 \$.

9. Organismes consolidés

a) La Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent s'est engagée pour les 5 prochains exercices pour une somme globale de 726 420 \$ Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 5 prochains exercices financiers les sommes suivantes : location d'équipement : 242 308 \$ en 2016, 116 869 \$ en 2017, 96 325 \$ en 2018, 82 576 \$ en 2019 et 67 553 \$ en 2020 ; location d'immeuble : 120 789 \$ en 2016. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 12%.

b) Le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes s'est engagé, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 73 820 000 \$ à un transporteur. Les versements approximatifs exigibles au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit : 9 880 000 \$ en 2016, 10 370 000 \$ en 2017, 10 890 000 \$ en 2018, 11 440 000 \$ en 2019 et 12 010 000 \$ en 2020. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

De plus, le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes s'est engagé, en vertu d'un contrat de gestion des opérations échéant en 2018, à verser une somme approximative de 749 000 \$. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 243 000 \$ en 2016, 250 000 \$ en 2017 et 256 000 \$ en 2018. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

c) La Régie intermunicipale de la gare de Sorel s'est engagée, en vertu d'un bail commercial échéant le 30 juin 2022, à verser des loyers totalisant 608 400 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 93 600 \$ par année. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

La Ville de Varennes assume en partie l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour certains employés de la Régie intermunicipale de police Richelieu - Saint-Laurent.

c) Poursuites

La Ville a reçu des actions en dommages et intérêts au montant de 314 573 \$. La Ville a contesté ces actions et croit au bien-fondé de sa défense.

Le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes fait l'objet d'une poursuite instituée par l'ancien transporteur pour un montant de 4 500 000 \$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. Les expertises des comptables retenus par chacune des parties comportent, quant au montant des dommages allégués avoir été subis, une différence très significative. L'expertise de la partie adverse maintient une conclusion quant à des dommages de 4 500 000 \$ alors que les experts engagés par le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes sont d'avis que ceux-ci ne sauraient dépasser le tiers de cette somme.

Cette différence est attribuable au taux d'actualisation retenus de part ou d'autre. Il va de soi que les conclusions des experts engagés par le Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes ne constituent pas une admission quant à l'existence de dommage. La part estimée pour la Ville de Varennes est environ 33%.

Certains organismes consolidés ont reçu des poursuites. Le montant de ces poursuites n'est pas significatif.

Les sommes à payer qui, le cas échéant, résulteraient de ces éventualités, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice lorsqu'elles seront connues.

d) Autres**ENVIRONNEMENT**

La Ville de Varennes a procédé à un inventaire de ses terrains pouvant engendrer un passif au titre des sites contaminés tel que prévu par le Chapitre 3260 des Normes comptables pour le secteur public du Manuel de CPA Canada. Pour réaliser cette estimation, la Ville a répertorié tous les terrains en sa possession et elle a identifié les sites connus pour leur contamination et les sites avec une contamination potentielle. La Ville a déterminé sa responsabilité concernant la contamination de ces terrains, puis, elle a déterminé si la perte d'avantages économiques futurs concernant les sites identifiés étaient probable et s'il était possible d'estimer le coût de réhabilitation du terrain de façon raisonnable en fonction des informations dont la Ville possédait.

À l'issus de ce travail, la Ville a relevé deux sites qui répondent aux critères du Chapitre 3260. Pour un de ces sites une étude a été réalisée par une firme d'expert et pour l'autre site, des prélèvements et une caractérisation des contaminants ont été effectués par une firme d'expert permettant d'identifier les contaminants et de préparer un plan d'actions en fonction des données et des connaissances que la Ville détenait.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

L'estimation du coût de décontamination des terrains se détaille comme suit :

- Terrain 1 : 326 000 \$
- Terrain 2 : 121 300 \$

La charge inscrite aux résultats de l'exercice concernant la comptabilisation de ce passif est de 447 300 \$. Le passif sera évalué annuellement pour tenir comptes de tous changements pouvant affecter la situation de ces terrains et les variations du passif seront constatées dans l'exercice au cours duquel ces variations seront effectives.

La Ville ne pourra pas exercer de recouvrement dans aucun de ces cas.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans les instruments du marché monétaire.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Un redressement des propriétés destinées à la revente de la Ville a été nécessaire suite à la conciliation des superficie acquises et vendues au 31 décembre 2015.

	2015	2014
- État consolidé des résultats	-	105 622 \$
- État de la situation financière	-	105 622 \$

Des redressements ont été nécessaires pour refléter les variations dans les quotes-parts des régies intermunicipales faisant partie du périmètre comptable :

	2015	2014
- État consolidé des résultats	(3 556) \$	-
- État de la situation financière :	-	(830 648) \$

21. Données budgétaires

Le budget présenté à l'état consolidé des résultats et à l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) est consolidé.

Les données présentées dans la colonne budget sont à titre d'information et le rapport de l'auditeur indépendant ne porte pas sur ces données.

22. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 14 076 408	12 522 329
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243 739 481	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- CPG	248 (739 481)	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 14 076 408	12 522 329
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		
Détail de la trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2015 :		
	2015	2014
- Administration municipale	10 300 787 \$	9 823 125 \$
- Organismes consolidés	3 775 621 \$	2 699 204 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

26. Autres notes

1. Facilités de crédit

La Ville de Varennes dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution financière pour un montant évalué selon les besoins et portant intérêts au taux de base moins un taux pouvant aller de 0,25% à 0,55% pour un emprunt situé entre 1 000 000 \$ et plus de 4 000 000 \$. Au 31 décembre 2015 un montant de 9 371 084 \$ était utilisé pour le financement temporaire de dépenses en immobilisations en vertu de divers règlements d'emprunt.

Les organismes consolidés disposent de facilités de crédit à demande auprès de leur institution financière. Au 31 décembre 2015, la part de la Ville dans les emprunts temporaires des organismes consolidés représente un montant de 4 406 784 \$.

2. Formation de la main-d'oeuvre

La Ville de Varennes étant assujettie aux dispositions de la loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre, elle doit investir un montant représentant au moins 1% de la masse salariale en formation. En 2015 l'investissement minimal devrait être de 101 156 \$ et la municipalité a dépensé un montant de 201 442 \$. En considérant le solde reporté des dépenses admissibles au 1er janvier 2015 de 1 038 955 \$, il reste au 31 décembre 2015 un solde à reporter sur les années futures de 1 139 242 \$.

27. Chiffres comparatifs

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 9 187 392	7 174 825
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 951 585	3 486 319
Réserves financières et fonds réservés	3 3 745 510	4 804 675
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (391 525) (379 925)	
Financement des investissements en cours	5 (14 356 456)	(8 337 592)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 97 345 115	88 872 382
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 97 481 621	95 620 684
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 7 007 803	7 174 825
Organismes contrôlés	10 2 179 589	
	11 9 187 392	7 174 825
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affectation exercice suivant	12 1 074 530	2 188 211
- Dette cession actifs immo	13	61 620
- Engagements	14 24 676	15 748
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 1 099 206	2 265 579
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Appropriation de surplus	22 852 379	1 161 987
- Dette	23	58 753
-	24	
	25 852 379	1 220 740
	26 1 951 585	3 486 319
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Assainissement des eaux	27 348 941	344 860
- Reconstruction des rues	28 130 953	1 075 035
- Aqueduc eau potable	29 482 145	503 140
- Fonds patrimonial, dons biblio	30 768 526	564 776
- Réserves organismes contrôlés	31 33 487	201 012
	32 1 764 052	2 688 823
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 196 000	421 712
Fonds parcs et terrains de jeux	34 422 213	311 797
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 253 832	274 236
Financement des activités de fonctionnement	38 212 920	216 433
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- O.C. Fonds de roulement	41 90 426	85 607
- O.C. Solde dispo reg emp fermé	42 806 067	806 067
-	43	
-	44	
	45 1 981 458	2 115 852
	46 3 745 510	4 804 675

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (97 536) ()	(104 589)
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 ((25 101)) ()	((27 373))
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (72 435) ()	(77 216)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (319 090) ()	(302 709)
	64 (391 525) ()	(379 925)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 882 750	961 429
Investissements à financer	66 (15 239 206) ()	(9 299 021)
	67 (14 356 456)	(8 337 592)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 123 769 710	116 704 079
Propriétés destinées à la revente	69 2 193 444	2 275 477
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 293 122	277 257
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 126 256 276	119 256 813
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 33 792 402	33 279 096
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 212 921	216 433
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (4 775 075) ()	(2 808 389)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	(302 709)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (319 087) ()	()
	79 28 911 161	30 384 431
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 28 911 161	30 384 431
	82 97 345 115	88 872 382

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A,B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A,B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de rattachement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A,B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A,B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.95% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retrait au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle du 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (270 257)	(321 177)
Charge de l'exercice	5 (306 356)	(325 362)
Cotisations versées par l'employeur	6 349 864	376 282
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(226 749)</u>	<u>(270 257)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 10 738 336	9 579 493
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (11 137 686)	(10 238 223)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (399 350)	(658 730)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 172 601	388 473
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (226 749)	(270 257)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(226 749)</u>	<u>(270 257)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 10 683 950	9 579 493
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (11 137 686)	(10 238 223)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (453 736)	(658 730)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 464 255	450 270
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 ()	(386 440)
	21 464 255	63 830
Cotisations salariales des employés	22 (239 538)	(253 882)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 224 717	(190 052)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 31 795	49 246
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 ()	397 079
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 ()	()
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 ()	()
Variation de la provision pour moins-value	29 ()	()
Autres	30 ()	()
-	31 ()	()
-	32 ()	()
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>256 512</u>	<u>256 273</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 634 943	585 817
Rendement espéré des actifs	34 (585 099)	(516 728)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 49 844	69 089
Charge de l'exercice	36 <u>306 356</u>	<u>325 362</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 813 880	805 106
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (585 099)	(516 728)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 228 781	288 378
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (44 704)	(43 868)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 244 439	308 148
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 10 842 088	9 899 953
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 370 423	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 7 530	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 14	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	6,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés (cols blancs et bleus) de la Ville participent à un régime de retraite à cotisations déterminées en vertu duquel ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui ont été accumulées et du revenu de placement provenant de ces cotisations. Les employés versent une contribution minimum obligatoire de 8,5% de leur rémunération de base, la contribution de la Ville étant de 9,5%. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>464 663</u>	<u>411 507</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 3

Description des régimes et autres renseignements

REER COLLECTIF

- Les employés cadres de la Ville de Varennes participent à un REER collectif dans lequel ils versent une contribution minimum obligatoire de 9% de leur rémunération de base, la contribution de la Ville étant également de 9%. Ils bénéficieront d'une pension établie selon les cotisations qui auront été accumulées et du revenu des placements provenant de ces cotisations. Les états financiers ne tiennent compte que de la dépense relative aux services courants. Les cotisations de la Ville ont totalisé 282 760 \$ pour l'exercice 2015.

- Les pompiers à temps partiel et les pompiers permanents syndiqués du service des incendies participent eux aussi à un REER collectif. La convention collective des pompiers accorde une contribution d'employeur de 9% du salaire versé, assorti d'une contribution équivalente pour les pompiers à temps partiel. Ces contributions sont, jusqu'à un maximum pour l'employeur, de 1 000 \$ pour un pompier et de 1 150 \$ pour un lieutenant pour l'année 2015. En ce qui concerne les pompiers permanents syndiqués, la contribution de l'employé est de 7.5% du salaire et celle de l'employeur est de 8.5%. Les cotisations de la Ville ont totalisé 46 068 \$ pour l'exercice 2015.

- Les employés du Conseil intermunicipal de transport de Sorel-Varennes participent à un régime semblable avec leurs pourcentages propres.

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	333 448	270 985

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	32	32

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (précédemment la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97	<u>10 448</u>	<u>13 638</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	35 212	45 960
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	<u>5 792</u>	<u>5 366</u>
	100	<u>41 004</u>	<u>51 326</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	30 330 138
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	10 898 639
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	557 700
Débiteurs	8	4 159 421
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	107 937
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	522 059
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	35 881 660
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	6 689 803
Endettement net à long terme	16	42 571 463
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	484 142
Communauté métropolitaine	18	160 240
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	43 215 845
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	43 215 845
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	19 462 600	19 639 549	19 639 549	18 450 908
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	2 946 537	2 953 933	2 953 933	2 816 405
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	53 809	54 620	54 620	53 931
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	22 462 946	22 648 102	22 648 102	21 321 244
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 606 390	1 597 518	1 597 518	1 588 809
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	556 950	558 935	558 935	554 049
Matières résiduelles	13	2 154 860	2 157 886	2 157 886	2 135 426
Autres					
-	14	4 400	10 413	10 413	7 054
-	15	8 885	3 695	3 695	6 050
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	86 000	88 963	88 963	95 452
Service de la dette	18	326 690	330 333	330 333	357 125
Activités de fonctionnement	19	796 608	795 671	795 671	787 021
Activités d'investissement	20		10 889	10 889	12 117
	21	5 540 783	5 554 303	5 554 303	5 543 103
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 540 783	5 554 303	5 554 303	5 543 103
	26	28 003 729	28 202 405	28 202 405	26 864 347

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	668	671	573
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	668	671	573
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	107 178	103 214	129 018
Cégeps et universités	33	99 941	96 244	120 306
Écoles primaires et secondaires	34	369 088	363 970	434 043
	35	576 207	563 428	683 367
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	130 732		
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	130 732		
	40	707 607	564 099	683 940
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			125 419
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		130 927	2 228
Taxes d'affaires	43			
	44		130 927	127 647
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	707 607	695 026	811 587

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	6 395	9 953	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			5 842
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	31 893	213 755	47 079
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	6 738	6 846	7 537
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		803 103	786 365
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	22 068	21 328	23 816
Traitement des eaux usées	69	9 100	18 745	7 293
Réseaux d'égout	70	10 852	76 592	11 426
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			1 662
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84		1 605	1 160
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	18 000	32 220	2 496
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	117 802	105 755	70 768
Autres	88	18 900	7 737	50 000
Réseau d'électricité	89			
	90	235 353	490 978	1 015 444

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	317 300	1 041 942	284 800
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		67 739	755 570
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	133 600	106 499	201 712
Traitement des eaux usées	108	870 000	544 554	544 554
Réseaux d'égout	109	384 100	248 522	481 388
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			520 000
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 705 000	1 941 517	2 009 256
				2 243 470

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	332 446	332 446	567 998
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	332 446	332 446	567 998
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 940 353	2 764 941	3 826 912

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142		4 558	
	143		4 558	
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	4 000	8 435	6 508
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	4 000	8 435	6 508
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	2 000	2 287	1 163
Autres	151			
Transport collectif	152			558
Autres	153			
	154	2 000	2 287	1 721
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	1 520		
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 520		
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173		55 405	55 405
Autres	174			
	175		55 405	55 405
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176		14 264	14 264
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179		14 264	14 264
Réseau d'électricité	180			
	181	7 520	80 391	8 229

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	27 840	129 525	85 093
Sécurité publique	183	15 600	84 384	159 879
Transport				
Réseau routier	184	29 070	71 852	30 271
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 578 155	1 558 128
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	30 000	35 603	39 665
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	36 535	21 072	48 500
Loisirs et culture	193	900 035	806 507	640 307
Réseau d'électricité	194			
	195	1 039 080	1 148 943	2 561 843
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 046 600	1 229 334	2 570 072
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	91 000	101 135	79 105
Droits de mutation immobilière	198	1 050 000	1 413 733	1 076 304
Droits sur les carrières et sablières	199	161 344		
Autres	200		625	625
	201	1 302 344	1 515 493	1 155 409
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	233 500	306 309	876 310
INTÉRÊTS	203	220 000	280 334	343 875
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		69 032	24 274
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		1 653 786	3 405 065
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	260 000	110 300	2 852
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		911 972	108 567
Autres contributions	210	1 393 533	219 482	30 600
Autres	211		642 052	1 326 119
	212	1 653 533	3 606 624	4 897 477

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	693 812	641 047	61 621	702 668	702 668	750 158
Application de la loi	2	153 223	153 223		153 223	153 223	151 769
Gestion financière et administrative	3	2 493 565	2 464 673	198 312	2 662 985	2 662 985	2 329 318
Greffe	4	601 466	527 621	43 585	571 206	571 206	669 309
Évaluation	5	334 174	453 373		453 373	453 373	284 680
Gestion du personnel	6	373 601	352 330	31 600	383 930	383 930	349 642
Autres	7	323 670	349 580		349 580	349 580	391 130
	8	4 973 511	4 941 847	335 118	5 276 965	5 276 965	4 926 006
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 655 312	3 654 157		3 654 157	4 011 612	4 010 831
Sécurité incendie	10	1 560 471	1 624 697	192 650	1 817 347	1 817 347	1 686 392
Sécurité civile	11	3 193	117 438		117 438	117 438	11 036
Autres	12	250 559	218 403		218 403	218 403	205 466
	13	5 469 535	5 614 695	192 650	5 807 345	6 164 800	5 913 725
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 751 392	1 969 665	1 788 353	3 758 018	3 758 018	3 305 484
Enlèvement de la neige	15	962 836	868 207	77 479	945 686	945 686	904 140
Éclairage des rues	16	238 268	217 522	190 470	407 992	407 992	400 843
Circulation et stationnement	17	161 993	126 018	12 716	138 734	138 734	206 691
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 654 101	1 499 120	2 066	1 501 186	4 267 367	4 029 168
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	4 768 590	4 680 532	2 071 084	6 751 616	9 517 797	8 846 326

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 321 273	1 321 273		1 321 273	903 497	884 664
Réseau de distribution de l'eau potable	24	625 951	580 119	491 612	1 071 731	1 204 265	1 162 322
Traitement des eaux usées	25	537 007	533 178	306 990	840 168	896 512	612 019
Réseaux d'égout	26	403 795	350 846	946 841	1 297 687	1 297 687	1 187 457
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	818 084	666 490		666 490	666 490	678 269
Élimination	28	582 764	635 705		635 705	635 705	633 720
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	582 542	566 719		566 719	566 719	600 215
Tri et conditionnement	30	249 661	238 056		238 056	238 056	252 658
Matières organiques							
Collecte et transport	31						94 685
Traitement	32						
Matériaux secs	33	247 388	245 119		245 119	245 119	229 202
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	58 492	51 419		51 419	51 419	54 534
Protection de l'environnement	38		121 300		121 300	121 300	
Autres	39						
	40	5 426 957	5 310 224	1 745 443	7 055 667	6 826 769	6 389 745
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	199 728	197 138		197 138	197 138	200 084
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	51 993	62 578		62 578	62 578	50 969
	44	251 721	259 716		259 716	259 716	251 053
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	773 657	712 856	45 067	757 923	757 923	773 910
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		2 709		2 709	2 709	
Autres biens	47	15 000	10 185		10 185	10 185	60 441
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	252 634	216 115		216 115	216 115	338 459
Tourisme	49	58 388	103 614		103 614	103 614	34 282
Autres	50	36 088	131 626		131 626	131 626	2 309 134
Autres	51						
	52	1 135 767	1 177 105	45 067	1 222 172	1 222 172	3 516 226

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	878 298	820 679	89 146	909 825	909 825	985 091
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 327 993	1 180 844	86 060	1 266 904	1 266 904	1 109 283
Piscines, plages et ports de plaisance	55	777 352	750 218	278 755	1 028 973	1 028 973	1 077 980
Parcs et terrains de jeux	56	2 133 393	2 165 435	851 173	3 016 608	3 016 608	2 972 153
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	205 864	285 287	190	285 477	285 477	197 763
Autres	59	146 391	144 568		144 568	144 568	95 668
	60	5 469 291	5 347 031	1 305 324	6 652 355	6 652 355	6 437 938
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	727 100	610 304	28 286	638 590	638 590	694 725
Bibliothèques	62	1 628 048	1 617 506	444 683	2 062 189	2 062 189	1 402 024
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65					146 616	
	66	2 355 148	2 227 810	472 969	2 700 779	2 847 395	2 096 749
	67	7 824 439	7 574 841	1 778 293	9 353 134	9 499 750	8 534 687
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	944 200	785 341		785 341	894 602	860 646
Autres frais	70	77 000	109 033		109 033	109 033	99 248
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					49 844	69 088
Autres	72	19 000				2 113	17 937
	73	1 040 200	894 374		894 374	1 055 592	1 046 919
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74	6 169 824	6 167 655	(6 167 655)				

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Varennes (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

*Morneau, Baiselle,
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

Par Robert Arbour, CPA auditeur, CA

 CPA, auditeur, CA

Montréal

DATE 2016-06-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>28 367 990</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	165 585
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>165 585</u>
Revenus de taxes	11	<u>28 202 405</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1		28 202 405
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		28 202 405
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	6 558 978	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	88 963	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>6 647 941</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		21 554 464

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>2 625 311 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>2 761 315 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>2 693 313 750</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>21 554 464</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>2 693 313 750</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 8 | 0 | 0 | 3 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	789 672	167 488	1 123 990
Usines de traitement de l'eau potable	2			784 107
Usines et bassins d'épuration	3			149 916
Conduites d'égout	4	3 155 443	1 049 958	1 932 929
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 910 396	4 105 252	3 025 673
Ponts, tunnels et viaducs	7			137 497
Systèmes d'éclairage des rues	8	375 393	323 406	349 581
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	388 500	324 865	470 621
Autres infrastructures	11		83 231	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	760 096	401 136	8 332
Édifices communautaires et récréatifs	14	60 000	861 140	4 113 754
Améliorations locatives	15			443
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	440 000	671 357	998 002
Ameublement et équipement de bureau	18	374 680	391 822	1 071 913
Machinerie, outillage et équipement divers	19		113 216	198 807
Terrains	20		328 979	281 100
Autres	21		107 270	
	22	13 254 180	8 845 889	14 646 222

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		126 026	452 797
Usines de traitement de l'eau potable	24			784 107
Usines et bassins d'épuration	25			149 916
Conduites d'égout	26		909 908	645 832
Autres infrastructures	27		4 385 752	1 833 482
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		41 462	671 193
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		140 050	1 287 097
Autres infrastructures	32		367 771	2 149 890
Autres immobilisations	33		2 874 920	6 671 908
	34		8 845 889	14 646 222

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	33 438 989	3 488 015	3 036 336	33 890 668
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	56 540	94 916	36 801	114 655
Autres	6				
	7	33 495 529	3 582 931	3 073 137	34 005 323
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	120 371		120 371	
Réserves financières et fonds réservés	10	679 326	773 537	89 096	1 363 767
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 718 756	192 000	191 237	2 719 519
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	27 168 687	513 644	2 535 369	25 146 962
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	30 687 140	1 479 181	2 936 073	29 230 248
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 689 088	2 103 750	125 700	4 667 138
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	2 689 088	2 103 750	125 700	4 667 138
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	119 301		11 364	107 937
	21	2 808 389	2 103 750	137 064	4 775 075
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 808 389	2 103 750	137 064	4 775 075
	26	33 495 529	3 582 931	3 073 137	34 005 323
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	33 495 529	3 582 931	3 073 137	34 005 323

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale					
Application de la loi	1	153 223	153 223	153 223	151 769
Évaluation	2				
Autres	3	317 670	317 177	317 177	321 169
Sécurité publique					
Police	4	3 534 012	3 534 012		
Sécurité incendie	5	12 834	12 834	12 834	13 954
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8	12 646	9 474	9 474	10 663
Transport collectif	9	1 389 425	1 497 948	379 534	100 654
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 346 565	1 340 222	18 949	21 327
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13	46 152	46 152	46 152	46 152
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	199 728	198 073	198 073	200 084
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	99 922	99 623	99 623	97 511
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	194 591	193 378	145 178	91 008
Activités culturelles	23				1 550
Réseau d'électricité					
	24				
	25	7 306 768	7 402 116	1 380 217	1 055 841

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	34,74	32,50	2 981 000	641 641	3 622 641
Professionnels	2					
Cols blancs	3	50,97	32,50	2 441 727	627 535	3 069 262
Cols bleus	4	50,82	40,00	2 951 183	707 432	3 658 615
Policiers	5					
Pompiers	6	11,01	40,00	752 097	143 137	895 234
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	147,54		9 126 007	2 119 745	11 245 752
Élus	9	9,00		332 945	77 442	410 387
	10	156,54		9 458 952	2 197 187	11 656 139

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	21 328	31 098	75 401		127 827
Traitement des eaux usées	14	12 171	159 010	392 118		563 299
Réseaux d'égout	15	30 366	72 568	222 180		325 114
Autres	16	209 787	104 982	243 506	1 190 426	1 748 701
	17	273 652	367 658	933 205	1 190 426	2 764 941

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	153 223	27		53	153 223	79		105	153 223	131
Évaluation	2	453 373	28		54	453 373	80	6 975	106	446 398	132
Autres	3	4 335 251	29	335 118	55	4 670 369	81	122 550	107	4 547 819	133
	4	4 941 847	30	335 118	56	5 276 965	82	129 525	108	5 147 440	134
Sécurité publique											
Police	5	3 654 157	31		57	3 654 157	83		109	3 654 157	135
Sécurité incendie	6	1 624 697	32	192 650	58	1 817 347	84	92 819	110	1 724 528	136
Sécurité civile	7	117 438	33		59	117 438	85		111	117 438	137
Autres	8	218 403	34		60	218 403	86		112	218 403	138
	9	5 614 695	35	192 650	61	5 807 345	87	92 819	113	5 714 526	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 969 665	36	1 788 353	62	3 758 018	88	71 852	114	3 686 166	140
Enlèvement de la neige	11	868 207	37	77 479	63	945 686	89	2 287	115	943 399	141
Autres	12	343 540	38	203 186	64	546 726	90		116	546 726	142
Transport collectif	13	1 499 120	39	2 066	65	1 501 186	91		117	1 501 186	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	4 680 532	41	2 071 084	67	6 751 616	93	74 139	119	6 677 477	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 321 273	42		68	1 321 273	94		120	1 321 273	146
Traitement des eaux usées	17	580 119	43	491 612	69	1 071 731	95	32 559	121	1 039 172	147
Réseaux d'égout	18	533 178	44	306 990	70	840 168	96		122	840 168	148
Autres	19	350 846	45	946 841	71	1 297 687	97	3 044	123	1 294 643	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 302 195	46		72	1 302 195	98		124	1 302 195	150
Matières recyclables	21	1 049 894	47		73	1 049 894	99		125	1 049 894	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	51 419	49		75	51 419	101		127	51 419	153
Protection de l'environnement	24	121 300	50		76	121 300	102		128	121 300	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	5 310 224	52	1 745 443	78	7 055 667	104	35 603	130	7 020 064	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	197 138	172		187	197 138	202		217		197 138	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	62 578	174		189	62 578	204		219		62 578	234
	160	259 716	175		190	259 716	205		220		259 716	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	712 856	176	45 067	191	757 923	206	19 811	221		738 112	236
Rénovation urbaine	162	12 894	177		192	12 894	207		222		12 894	237
Promotion et développement économique	163	451 355	178		193	451 355	208	55 405	223		395 950	238
Autres	164		179		194		209	1 261	224		(1 261)	239
	165	1 177 105	180	45 067	195	1 222 172	210	76 477	225		1 145 695	240
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	5 347 031	181	1 305 324	196	6 652 355	211	780 742	226		5 871 613	241 327 749
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 617 506	182	444 683	197	2 062 189	212	27 763	227		2 034 426	242 37 487
Autres	168	610 304	183	28 286	198	638 590	213	12 266	228		626 324	243 3 421
	169	7 574 841	184	1 778 293	199	9 353 134	214	820 771	229		8 532 363	244 368 657
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	29 558 960	186	6 167 655	201	35 726 615	216	1 229 334	231		34 497 281	246 894 374

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		10 201
Charges sociales	2		2 932
Biens et services	3	8 607 963	13 297 384
Frais de financement	4	237 926	165 749
Autres	5		
	6	8 845 889	13 476 266

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	5 830 131	9 029 741
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 830 131	9 029 741
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	3 369 359	3 323 454
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(2 837 741)
Activités d'investissement	6	(1 092 482)	(3 900 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 099 205)	214 677
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 177 672	(3 199 610)
Solde à la fin de l'exercice	12	7 007 803	5 830 131
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	2 265 579	2 491 169
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 265 579	2 491 169
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 265 578)	(10 913)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 099 205	(214 677)
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 166 373)	(225 590)
Solde à la fin de l'exercice	22	1 099 206	2 265 579
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 711 989	6 988 472
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 711 989	6 988 472
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 728 037	1 725 499
Activités d'investissement	27	(2 651 343)	(5 072 326)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	26 847	70 344
	30	(896 459)	(3 276 483)
Solde à la fin de l'exercice	31	2 815 530	3 711 989

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (302 709)	(312 414)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (302 709)	(312 414)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (134 090)	(112 463)
	48 (134 090)	(112 463)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	12 905
	50 117 709	109 263
	51 117 709	122 168
Solde à la fin de l'exercice	52 (319 090)	(302 709)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (8 061 843)	(7 988 002)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (8 061 843)	(7 988 002)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (1 927 199)	(3 497)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (26 847)	(70 344)
	59 (1 954 046)	(73 841)
	60 (10 015 889)	(8 061 843)
Solde à la fin de l'exercice	61 (10 015 889)	(8 061 843)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 83 288 558	76 119 633
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	105 622
Solde redressé au début de l'exercice	64 83 288 558	76 225 255
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 4 835 064	7 063 303
	67 4 835 064	7 063 303
Solde à la fin de l'exercice	68 88 123 622	83 288 558

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 900 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 900 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 900 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 189 440	2	3 37 545	4 26 847	5 ()	6 (106 942)	7 146 890
Montant réservé pour le service de la dette	8 84 796	9	10	11	12 (84 796)	13 106 942	14 106 942
	15 274 236	16	17 37 545	18 26 847	19 (84 796)	20 0	21 253 832

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 4 | 8 | 8 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 | 7 | 3 | 5 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 6 | 5 | 9 | 7 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 1 | 5 | 6 | 8 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 9 | 7 | 6 | 0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 4 | 8 | 8 | 0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ 0 , □ 1 | 1 | 2 | 0 □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 | 3 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | 5 | 8 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	| 2 | 4 | 1 | , | 0 | 0 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commercial et industriel		4	130\$ à 995\$
Eau commercial et industriel	1,3100	7	par 1000 gallons impér.
Assainissement des eaux usées		4	58\$ à 7558\$
Assainissement des eaux usées	,6600	7	par 1000 gallons impér.
Réfection de voirie-résidentiel	75,0000	4	+25\$ par logement
Réfection de voirie-bâtiment mixte	100,0000	4	+25\$ par log. ou local
Réfection de voirie-bâtiment commercial	150,0000	4	+25\$ par local
Piscine hors terre	30,0000	4	
Piscine creusée	40,0000	4	
Ordures commercial et indust. régulier	158,0000	4	
Ordures commercial et indust. supplément	192,0000	4	
Ordures commercial et indust. conteneur		4	1080.10\$ à 1958.60\$
Recyclage commercial et indust. régulier	59,0000	4	
Recyclage commercial et indust. spécial	150,0000	4	
Recyclage commercial et indust. conteneur		4	525.27\$ à 1412.24\$
Recyclage commercial et indust. conteneur		4	
Entretien système traitement tertiaire		4	483\$ à 628\$
Répartition locale		7	selon règlement secteur

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	165 585 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	276 777 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 175, rue Sainte-Anne
(no) (rue)
Varennes J3X 1T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 652-9888
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 652-2655
(ind. rég.) (numéro)

Courriel general@ville.varennes.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Denise Beauchemin, CPA, CGA, OMA

Téléphone (450) 652-9888
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 652-3027
(ind. rég.) (numéro)

Courriel denise.beauchemin@ville.varennes.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Moreau, Boisselle, Brunelle & Associés

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 4510 rue Papineau
(no) (rue)
Montréal H2H 1V1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Denise Beauchemin, CPA, CGA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Varenes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-06 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Varenes .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Varenes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Varenes détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 864 493 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8003 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-24 10:51:18

Date de transmission au Ministère : 2016/06/08

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Varenes

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	35 596 021	32 592 666	36 616 177	3 019 849	39 636 026
Investissement	2	1 520 985	2 515 000	1 984 289	67 739	2 052 028
	3	37 117 006	35 107 666	38 600 466	3 087 588	41 688 054
Charges	4	36 819 522	37 060 544	36 620 989	3 202 572	39 823 561
Excédent (déficit) de l'exercice	5	297 484	(1 952 878)	1 979 477	(114 984)	1 864 493
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 520 985 ) (	2 515 000 ) (	1 984 289 ) (	67 739 ) (	2 052 028)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(1 223 501)	(4 467 878)	(4 812)	(182 723)	(187 535)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	5 611 562	6 169 824	6 167 655	818 050	6 985 705
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	112 463		134 323		134 323
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 540 688 ) (	2 699 178 ) (	2 706 002 ) (	373 805 ) (	3 079 807)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 109 888 ) (	219 652 ) (	925 156 ) (	60 479 ) (	985 635)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 110 250	1 216 884	537 541	832 810	1 370 351
Autres éléments de conciliation	13	2 363 256		165 810	202 486	368 296
	14	4 546 955	4 467 878	3 374 171	1 419 062	4 793 233
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 323 454		3 369 359	1 236 339	4 605 698

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	11 153 183	12 458 741	14 420 311
Autres	2	10 100 382	10 593 909	12 799 586
	3	21 253 565	23 052 650	26 420 504
Passifs				
Dette à long terme	4	29 451 267	30 117 217	33 792 402
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			226 749
Autres	6	15 942 624	18 499 320	17 179 339
	7	45 393 891	48 616 537	58 866 603
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(24 140 326)	(25 563 887)	(29 337 281)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	107 800 143	111 380 750	123 769 710
Autres	10	3 071 888	2 894 319	3 049 192
	11	110 872 031	114 275 069	126 818 902
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	5 830 131	7 007 803	9 187 392
Excédent de fonctionnement affecté	13	2 265 579	1 099 206	1 951 585
Réserves financières et fonds réservés	14	3 711 989	2 815 530	3 745 510
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	302 709 ) (	319 090 ) (	391 525) (
Financement des investissements en cours	16	(8 061 843)	(10 015 889)	(14 356 456)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	83 288 558	88 123 622	97 345 115
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			379 925)
	19	86 731 705	88 711 182	(8 337 592)
				95 620 684

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Affectation exercice suivant	20	1 074 530	2 188 211
- Dette cession actifs immo	21		61 620
- Engagements	22	24 676	15 748
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	1 099 206	2 265 579
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	852 379	1 220 740
	31	1 951 585	3 486 319
Réserves financières	32	1 764 052	2 688 823
Fonds réservés	33	1 981 458	2 115 852
	34	5 697 095	8 290 994

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	26 852 230	28 003 729	28 191 516	28 191 516
Compensations tenant lieu de taxes	2	811 587	707 607	695 026	695 026
Quotes-parts	3				
Transferts	4	797 077	235 353	823 424	1 630 085
Services rendus	5	907 898	1 046 600	1 229 334	2 995 119
Autres	6	6 227 229	2 599 377	5 676 877	6 124 280
	7	35 596 021	32 592 666	36 616 177	39 636 026
Investissement					
Taxes	8	12 117		10 889	10 889
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 487 900	1 705 000	1 941 517	2 009 256
Autres	11	20 968	810 000	31 883	31 883
	12	1 520 985	2 515 000	1 984 289	2 052 028
	13	37 117 006	35 107 666	38 600 466	41 688 054

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale						
Évaluation	1	334 174	453 373		453 373	284 680
Autres	2	4 639 337	4 488 474	335 118	4 823 592	4 641 326
Sécurité publique						
Police	3	3 655 312	3 654 157		3 654 157	4 010 831
Sécurité incendie	4	1 560 471	1 624 697	192 650	1 817 347	1 686 392
Autres	5	253 752	335 841		335 841	216 502
Transport						
Réseau routier	6	3 114 489	3 181 412	2 069 018	5 250 430	4 817 158
Transport collectif	7	1 654 101	1 499 120	2 066	1 501 186	4 029 168
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	2 888 026	2 785 416	1 745 443	4 530 859	3 846 462
Matières résiduelles	10	2 480 439	2 352 089		2 352 089	2 488 749
Autres	11	58 492	172 719		172 719	54 534
Santé et bien-être	12	251 721	259 716		259 716	251 053
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	773 657	712 856	45 067	757 923	773 910
Promotion et développement économique	14	347 110	451 355		451 355	2 681 875
Autres	15	15 000	12 894		12 894	60 441
Loisirs et culture	16	7 824 439	7 574 841	1 778 293	9 353 134	8 534 687
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 040 200	894 374		894 374	1 055 592
Amortissement des immobilisations	19	6 169 824	6 167 655	(6 167 655)		
	20	37 060 544	36 620 989		36 620 989	39 823 561
						39 424 687

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3